

Elfte Sitzung – Onzième séance

Montag, 5. Oktober 1992, Nachmittag
Lundi 5 octobre 1992, après-midi

14.30 h

Vorsitz – Présidence: Herr Nebiker

Fragestunde – Heure des questions

Frage 63:

Reimann Maximilian. Inkraftsetzung der Stempelsteuerrevision

Droits de timbre. Entrée en vigueur de la nouvelle loi

Der Bundesrat will die revidierte Stempelsteuerrevision erst auf den 1. April 1993 in Kraft setzen. Braucht er in der Tat ein volles halbes Jahr für diese Vorbereitungsarbeiten, oder wäre verfahrenstechnisch nicht ein früherer Inkraftsetzungstermin möglich? Von welcher Priorität liess sich der Bundesrat leiten: Möglichst rasche Umsetzung des mit 61,5 Prozent äusserst klar zum Ausdruck gekommenen Volkswillens oder Rücksichten auf die Bundeskasse?

Bundesrat Stich: Die Inkraftsetzung der Stempelsteuerrevision sollte mit Rücksicht auf die bei der Umsatzabgabe wie auch teilweise bei der Emissionsabgabe geltende vierteljährliche Deklaration auf den Beginn eines neuen Quartals vorgesehen werden. Die Vorarbeiten hinsichtlich der Vollzugsverordnung sowie der neuen Wegleitungen zur Emissions- und Umsatzabgabe wurden seitens des Eidgenössischen Finanzdepartements so weit vorangetrieben, dass eine Inkraftsetzung auf den 1. Januar 1993 möglich wäre.

Die Revision bedingt indessen namentlich für die Steuerpflichtigen massgebliche Anpassungen der EDV-Programme, die in der kurzen Zeitspanne vom 27. September 1992 bis Ende Jahr nicht abgeschlossen werden könnten. Nach Rücksprache mit den interessierten Kreisen ist deshalb der 1. April 1992 als frühestmöglicher Termin ins Auge gefasst worden.

Question 64:

**Zwahlen. Bundespersonal. Einschränkung des Teuerungsausgleichs
Salaires du personnel fédéral. Adaptation restreinte au renchérissement**

Dans le cadre des mesures d'économies et compte tenu de la mauvaise situation économique ainsi que des sacrifices qui sont demandés à la population, le Conseil fédéral envisage-t-il d'utiliser sa compétence de limiter le renchérissement 1993 dans toute l'Administration fédérale?

Une grande partie de l'économie privée ainsi que plusieurs cantons ont d'ores et déjà décidé de restreindre l'adaptation des salaires et un signe dans le même sens nous paraît souhaitable venant de la Confédération.

Bundesrat Stich: Der Bundesbeschluss über den Teuerungs- ausgleich an das Bundespersonal, welcher von den eidgenössischen Räten am 19. Juni 1992 verabschiedet worden ist, gibt dem Bundesrat keine Kompetenz, den Teuerungs- ausgleich nicht oder nur teilweise zu gewähren. Das Bundes- personal hat einen Rechtsanspruch auf den Teuerungs- ausgleich. Eine Aenderung der Praxis, den vollen Teuerungs- ausgleich zu gewähren, müsste über eine Gesetzesänderung erfolgen. Das Bundespersonal wird aber ebenfalls einen Beitrag an die Sanierung der Bundesfinanzen leisten müssen. Der Sonder- zuschlag an das Bundespersonal wird ab 1993 ganz oder teil-

weise abgebaut. Dies ist eine Massnahme, die dem Bund bereits eine Einsparung von zirka 67 Millionen Franken bringt, inklusive PTT und SBB. Von den rund 149 000 Bediensteten der gesamten Bundesverwaltung sind zirka 66 000 betroffen, und bei den unteren Gehaltsklassen beträgt die Lohnreduktion 1,8 bis 2 Prozent.

Question 42:

**Sandoz. Frauenquoten
Quotas de représentation des femmes**

Le 30 janvier 1992, par 87 voix contre 43, 69 contre 50 et 76 contre 42, le Parlement rejetait une initiative parlementaire et deux postulats tendant à introduire les quotas soit au Parlement soit au sein des autorités fédérales. Le 16 mars 1992, le Conseil fédéral modifiait les «directives touchant l'institution et le mode de travail des commissions extra-parlementaires ainsi que la surveillance à exercer sur elles», introduisant un quota féminin de 30 pour cent au moins et qualifiant de «violation grave des directives» une participation de «moins de 20 pour cent» de femmes.

Comment le Conseil fédéral concilie-t-il cette directive avec la volonté du Parlement exprimée contre les quotas?

M. Couchepin, chancelier de la Confédération: Le Conseil fédéral considère que l'adaptation des directives touchant les commissions constitue une nouvelle étape vers l'égalité entre femmes et hommes, en assurant une meilleure position des femmes dans la vie politique dans le cadre constitutionnel actuel que le Parlement n'a pas voulu modifier, précisément lorsqu'il a pris les décisions que vous avez évoquées, Madame.

En adaptant les directives, le Conseil fédéral a donné suite à plusieurs interventions parlementaires qui demandaient une meilleure représentation des femmes dans les commissions extraparlémentaires, en particulier le postulat Hubacher de 1989, les postulats Stamm Judith de 1988 et 1990, les questions posées au Parlement en 1989, 1990 et 1991, ainsi que les commentaires des Commissions de gestion dans leurs rapports aux Conseils sur les réélections des commissions extraparlémentaires.

Mme Sandoz: Je remercie M. le chancelier de sa réponse. Je constate que le Conseil fédéral confond les quotas avec une règle générale de recherche de représentation des femmes, règle qui découle en effet de la constitution, ce qui n'est pas le cas des quotas.

Je demande à M. le chancelier s'il ne lui est jamais venu à l'idée que, lorsqu'on parle de quotas – et je sais que de nombreuses femmes ont cette sensibilité – on confond un peu les hommes et les femmes avec un cheptel, et que lorsque l'on charge le Bureau de l'égalité de dresser une liste de noms de femmes on lui confie le soin de tenir un «herd-book», ce qui n'est pas très flatteur.

M. Couchepin, chancelier de la Confédération: Les comparaisons que vous venez de faire sont celles que vous avez choisies. Je ne me risquerai pas sur ce terrain.

En revanche, en tant que représentant d'une minorité sur le plan fédéral, j'ai constaté – et il m'est venu à l'idée – que souvent, pour arriver à garantir une certaine égalité de traitement entre la majorité et la minorité, il était indispensable d'accorder des quotas supplémentaires aux minorités afin de tenter d'arriver à l'égalité.

Frage 43:

**Baumberger. Zustellung der Unterlagen für die EWR-Abstimmung
Votation populaire sur l'EEE. Distribution en temps utile du matériel de vote**

Ist der Bundesrat bereit, zu veranlassen, dass die Unterlagen für die EWR-Abstimmung vom 6. Dezember 1992 den Stimmbürgern früher als üblich zugestellt werden, damit angesichts der Bedeutung des Geschäftes, seiner Komplexität und des wohl erheblichen Umfangs des «Bundesbüchleins» einerseits ausreichend Zeit zum Studium der Unterlagen zur Verfügung steht,

andererseits Abstimmungspropaganda auch von den Stimmbürgern rechtzeitig auf ihren Gehalt überprüft werden kann?

M. Couchepin, chancelier de la Confédération: Selon la loi sur les droits politiques, les électeurs doivent être en possession du matériel de vote trois semaines au moins avant la date de la votation, en l'espèce le 16 novembre 1992. Compte tenu du fait que la votation finale aux Chambres fédérales n'a pas pu être agendée pour la semaine passée, comme cela était prévu, mais aura lieu vendredi prochain, les délais d'impression, déjà très brefs, ont encore dû être raccourcis.

Je vous rappelle que le matériel dont on parle ici comprend 5 millions d'exemplaires d'une brochure explicative du Conseil fédéral, qui comptera 64 pages. A cela s'ajoute l'impression de 4,5 millions de bulletins de vote. Ces documents pourront être distribués à temps aux citoyennes et aux citoyens, mais ne pourront pas l'être plus tôt. En effet, pour pouvoir assurer leur emballage, leur envoi aux communes et leur distribution aux électeurs jusqu'au 16 novembre prochain, les brochures explicatives et les bulletins de vote doivent être livrés le 16 octobre au plus tard au canton de Zurich et entre le 17 et le 23 octobre dans les autres cantons.

Il faut donc être conscient du fait que, pour la votation du 6 décembre sur l'Espace économique européen, des prouesses techniques ont été et seront encore nécessaires, pour que chaque électeur reçoive son matériel de vote dans les délais légaux. Vouloir encore compresser ces délais relève de l'utopie et est techniquement impossible. Si on ne peut donc pas faire parvenir le matériel de vote plus tôt aux électeurs, le Conseil fédéral, soucieux cependant de donner aux citoyens, et dans l'esprit des débats qui se sont tenus ici la semaine dernière, une information aussi complète que possible, a expressément voulu que le texte de l'Accord sur l'EEE figure dans les explications de vote, ce qui explique le volume de cette publication.

Baumberger: Ich bedaure, aber ich verstehe natürlich die Antwort des Herrn Bundeskanzlers. Ich begrüsse auch, dass die Information so komplett wie möglich sein soll. Aber ich möchte doch ergänzend fragen: Wenn die Zustimmung schon nicht früher möglich ist, könnte dann das «Bundesbüchlein» nicht wenigstens origineller sein, als das üblicherweise der Fall ist? Ich bin der Meinung, dass eine Jahrhundertabstimmung auch ein «Bundesbüchlein» verlangt, das möglichst attraktiv ist, das möglichst zum Lesen einlädt.

M. Couchepin, chancelier de la Confédération: Il est clair que nous essayons toujours d'être originaux. Malheureusement, une telle attitude, dans le cas précis, risque d'être mal reçue par un certain nombre de citoyens. Nous avions prévu par exemple de mettre des caricatures au lieu de certains graphismes classiques. Il est apparu, après une étude approfondie, que cette manière de faire serait peut-être considérée comme une erreur de la part du Conseil fédéral. J'espère que vous trouverez que le texte, au moins, est intéressant et original. Je ne peux pas faire plus.

Frage 44:

Allenspach. **Neue Anpassungsrunde unserer Gesetzgebung ans EG-Recht**
Nouvelle adaptation de la législation suisse au droit européen

Seit Abschluss der EWR-Verhandlungen ist das EG-Recht durch neue Erlasse des EG-Ministerrates weiterentwickelt und verändert worden. Das wird den schweizerischen Gesetzgeber zwingen, eine zweite Anpassungsrunde unserer Gesetze vorzunehmen. Kann der Bundesrat versichern, dass für diese neue Anpassung unser normales Gesetzgebungsverfahren eingehalten wird?

Bundesrat Koller: Der Acquis communautaire beinhaltet die vor dem 31. Juli 1991 im Amtsblatt der EG veröffentlichten und in den Anhängen zum EWR-Abkommen ausdrücklich genannten EG-Erlasse. Die Uebernahme neuen EG-Rechts ins EWR-Recht bedingt notwendigerweise eine Aenderung des EWR-Vertragswerkes. Die Artikel 98 bis 104 des EWR-Abkommens

sehen dafür besondere Verfahren vor. Jeder neue EWR-Erlass ist danach der landesrechtlichen Genehmigung zu unterstellen. Das bedeutet für die Schweiz, dass entweder das Parlament oder gegebenenfalls sogar das Volk mit dem fakultativen Staatsvertragsreferendum über Vertragsänderungen im ordentlichen Genehmigungsverfahren entscheiden kann.

Vorbehalten bleiben diejenigen Fälle, in denen der Bundesrat selbständig genehmigen kann.

Die Volksrechte bleiben also gewahrt. Nach Artikel 20 Absatz 3 des EWR-Genehmigungsbeschlusses finden die späteren Aenderungen des nationalen Rechts im ordentlichen Verfahren statt. Das schliesst nicht aus, dass nach Lösungen gesucht wird, wie künftig allenfalls Staatsvertrags- und Gesetzesreferendum kombiniert werden könnten, um Doppelreferenden über die gleiche Sache zu vermeiden.

Allenspach: Ich danke Ihnen, Herr Bundesrat, für Ihre Erklärung, dass die späteren Anpassungen im ordentlichen Gesetzgebungsverfahren erfolgen. Falls ein anderes Verfahren, welches Sie prüfen werden, eingeschlagen werden müsste, nehme ich an, dass hiezu besondere Rechtsvorschriften geschaffen würden. Ich möchte daran eine Zusatzfrage knüpfen: Gedenkt der Bundesrat Volksinitiativen, die zwingend dem EWR-Recht widersprechen, im Vorprüfungsverfahren als nicht zulässig zu bezeichnen, oder will er zuerst die Volksabstimmung abwarten, um nachträglich die Unerheblichkeit des Volksentscheides festzustellen?

Bundesrat Koller: In bezug auf die Ueberprüfung von Volksinitiativen ändert der Genehmigungsbeschluss des EWR-Vertrages am geltenden Recht überhaupt nichts. Wir werden auch kein bundesrätliches Vorprüfungsverfahren einführen, sondern es wird wie schon bisher auch künftig Sache des Parlamentes sein, eine Volksinitiative auf die Vereinbarkeit mit Völkerrecht zu überprüfen.

Frage 45:

Hafner Ursula. **«Sicherheitsratgeber»**
«Brochure de sécurité»

Der von den schweizerischen Justiz- und Polizeidirektoren herausgegebene «Sicherheitsratgeber» wird im Kapitel «Sittlichkeitsdelikte» den neueren Erkenntnissen überhaupt nicht gerecht: Die fremden Männer, vor welchen darin gewarnt wird, machen nur einen kleinen Teil der Täter aus!

Aengstlichkeit schützt Kinder schlecht vor den wirklichen Gefahren. Ist der Bundesrat bereit, darauf hinzuwirken, dass der «Sicherheitsratgeber» vor der geplanten Neuauflage überarbeitet wird?

Bundesrat Koller: Der «Sicherheitsratgeber» ist eine Broschüre der Konferenz der kantonalen Justiz- und Polizeidirektoren. Der Bund nimmt darauf keinen Einfluss. Der Bundesrat ist aber bereit, die Bedenken von Frau Hafner Ursula den Herausgebern des «Sicherheitsratgebers» mitzuteilen.

Question 46:

Theubet. **Rückerstattung der Kosten für die Betreuung von Asylbewerbern**
Remboursement des frais d'assistance des requérants d'asile

Le versement des indemnisations de l'ODR aux cantons au titre de l'assistance des requérants d'asile se fait sous forme d'acomptes représentant les 80 pour cent des montants facturés, les soldes étant réglés ultérieurement après contrôle. Ce système ne donne pas entière satisfaction aux services ou organismes cantonaux concernés, tant du point de vue des délais que de la procédure.

Ainsi, le découvert auprès de l'Association jurassienne d'aide aux demandeurs d'asile, au 30 juin 1992, s'élevait à 3,4 millions de francs, ce qui entraîne des frais d'intérêts de quelque 140 000 francs pour le canton. Les soldes non réglés remontent jusqu'à 1989.

Que pense le Conseil fédéral d'un tel retard et est-il disposé à prendre des mesures afin de permettre un remboursement plus rapide de ces frais d'assistance?

Bundesrat Koller: Gemäss Artikel 10 Absatz 1 der Asylverordnung 2 über Finanzierungsfragen finden die Bestimmungen des Bundesgesetzes über die Zuständigkeit für die Unterstützung Bedürftiger auf das Abrechnungswesen der Fürsorgekosten der Asylbewerberfürsorge sinngemäss Anwendung. Artikel 32 Absatz 4 dieses Gesetzes sieht vor, dass der anspruchsberechtigte Kanton dem ersatzpflichtigen Gemeinwesen binnen 60 Tagen nach Ablauf jedes Quartals die geschuldeten Unterstützungskosten gesamthaft in Rechnung stellt. Das ersatzpflichtige Gemeinwesen begleicht sodann die Rechnung binnen Monatsfrist. Demgegenüber sieht Artikel 24 des Bundesgesetzes über Abgeltungen und Finanzhilfen eine sechzig tägige Zahlungsfrist vor. Artikel 23 Absatz 2 dieses Gesetzes hält fest, dass vor Abschluss der Rechnungsprüfung bzw. vor Festsetzung des endgültigen Betrages in der Regel höchstens 80 Prozent der Abgeltung ausbezahlt werden dürfen. Damit soll vermieden werden, dass zu hohe Subventionsbeiträge ausgerichtet werden, welche nach Prüfung der Abrechnung aufgrund der definitiven Festsetzung zurückgefordert werden müssten.

Die Praxis des Bundesamtes für Flüchtlinge folgt seit der Inkraftsetzung des Subventionsgesetzes diesen Bestimmungen. Dem Anliegen der Kantone, die Fürsorgeauslagen entsprechend den Bestimmungen des Bundesgesetzes über die Zuständigkeit für die Unterstützung Bedürftiger zurückerstattet zu haben, kann man insofern entsprechen, als ab dem 3. Quartal das Bundesamt den gesamten Rechnungsbetrag ohne weitere Prüfung der Quartalsabrechnung nach deren Eingang mit der Valuta auf den 30. Tag umgehend zur Zahlung freigibt. Dies tut es allerdings nur unter dem Vorbehalt, dass im Rahmen der nachträglichen Prüfung festgestellte unberechtigte oder nicht nachgewiesene Rechnungsposten mit künftigen Forderungen des Kantons nach den Bestimmungen des Subventionsgesetzes verrechnet werden.

Soweit die in der Fragestellung erwähnten Zahlungsausstände nicht auf das bisherige Zahlungsverfahren zurückzuführen sind, werde ich das Bundesamt anweisen, die Angelegenheit direkt mit den zuständigen Stellen des Kantons Jura zu bereinigen.

Frage 47:

Keller Rudolf. Asylgesuche. Fragwürdige Statistik Demandes d'asile. Statistiques fallacieuses

Der angebliche Rückgang der Asylgesuche beruht auf einem bedenklichen und perfiden Rosstäuschertrick des Bundesrates, indem 50 000 bis 60 000 Leute aus dem ehemaligen Jugoslawien unter dem Titel «Touristen» aus dem Asylverfahren – und der Statistik – genommen wurden, dies offensichtlich mit dem Ziel, die Statistik zu «verbessern». Die Zahl der Asylbewerber hat also nicht abgenommen.

Weshalb hat es der Bundesrat nötig, in bezug auf die Zahl der Asylbewerber, das Volk anzulügen, und wie lange geht es noch, bis er zur weiteren Abnahme der Anzahl Asylbewerber zum Beispiel auch die Tamilen oder Türken als «Touristen» einstuft?

Bundesrat Koller: Angesichts der Situation in Bosnien-Herzegowina kommt eine Rückführung von Bürgerkriegsopfern, die sich zurzeit in der Schweiz aufhalten, aus humanitären Gründen nicht in Frage. Andererseits erfüllen Bürgerkriegsopfer in der Regel die Voraussetzungen nicht, um als Flüchtlinge im Sinne der Flüchtlingskonvention anerkannt zu werden. Für diese Personen wurden daher Sonderregelungen geschaffen, die diesen schutzsuchenden Ausländern einen vorübergehenden Aufenthalt in der Schweiz ermöglichen. So wurden die Visumbestimmungen zugunsten der Kriegsvertriebenen aus Bosnien-Herzegowina gelockert, damit Personen, die über ein Beziehungsnetz in der Schweiz verfügen, bei Verwandten Zuflucht finden können. Zudem können die Kantone für bereits in der Schweiz befindliche Besucher, Touristen, Kurzaufenthalter und Saisoniers, die in den Herbst- und Wintermonaten unser Land mit Ziel Bosnien-Herzegowina verlassen sollten, eine besondere Aufenthaltsbewilligung bis Ende April 1993 erteilen.

Vom 1. Januar bis zum 25. September dieses Jahres haben 4716 Staatsangehörige aus dem ehemaligen Jugoslawien ein Asylgesuch gestellt. In dieser Zeit betrug die Gesamtzahl der Asylgesuche 13 710, das heisst 57 Prozent weniger als in der gleichen Vorjahresperiode.

Der Bundesrat hat diese Zahlen und Zusammenhänge bereits mehrfach erläutert und dabei die Öffentlichkeit auch über die Zahl der Schutzsuchenden aus Jugoslawien in der Schweiz informiert. Der Bundesrat weist daher die ungehörigen Vorwürfe des Fragestellers entschieden zurück.

Keller Rudolf: Ich beharre darauf, dass die Asylstatistik bewusst manipuliert wird. Als seinerzeit der Bürgerkrieg in Sri Lanka in der «heissen» Phase war, liessen Sie die Tamilen doch auch nicht unter dem Titel «Touristen» in unser Land kommen. Weshalb denn nicht? Was sind denn das für Unterschiede?

Bundesrat Koller: Wir haben im Asylwesen mit der Zeit auch gelernt. Wir mussten feststellen, dass es überhaupt niemandem dient, Bürgerkriegsflüchtlinge in teure Asylverfahren zu verweisen, wenn wir von vornherein wissen, dass wir ihnen nur während der Dauer des Bürgerkrieges in unserem Land Aufenthalt gewähren.

Frage 48:

Bühlmann. Regelung des Aufenthaltes von Asylsuchenden nach vierjährigem Aufenthalt in der Schweiz Demandeurs d'asile ayant séjourné quatre ans en Suisse. Pratique suivie par l'administration

Seit einiger Zeit beobachten Hilfswerkskreise mit Besorgnis, wie Asylgesuche von Menschen, die noch nicht ganz vier Jahre in der Schweiz leben, kurz vor Erreichen der Vierjahresfrist entschieden werden. Das Datum des Entscheids wird zum Kriterium gemacht, ob der Wohnkanton das Gesuch für eine humanitäre Aufenthaltsbewilligung für die betroffene Person stellen kann und nicht mehr, wie bisher üblich, die effektive Aufenthaltsdauer von vier Jahren.

Worauf stützt sich diese Praxis des BFF, welche früher vom Bundesrat gemachten Versprechen krass zuwiderläuft? Was gedenkt der Bundesrat dagegen zu unternehmen?

Bundesrat Koller: Vor Aenderung des Asylgesetzes im Sommer 1990 war es möglich, trotz negativem Asylentscheid durch Einleitung eines fremdenpolizeilichen Bewilligungsverfahrens den anstehenden Vollzug einer asylrechtlichen Wegweisung unter Nutzung sämtlicher Rechtsmittel über Monate, ja Jahre hinauszuzögern beziehungsweise trotz fehlender Flüchtlingseigenschaft letztendlich eine Aufenthaltsbewilligung zu bekommen. Deshalb hat der Gesetzgeber anlässlich der Revision des Asylgesetzes entschieden, grundsätzlich keine parallel geführten oder nachgeschalteten Verfahren mehr zuzulassen. Er hat diesen Grundsatz in Artikel 12f des Asylgesetzes verankert.

Es gibt aber gewisse Ausnahmen:

Die sogenannten «réfugiés sur place» – das sind Personen, die bei Einreichung eines Asylgesuches bereits eine Aufenthaltsbewilligung besitzen – behalten diese Bewilligung. Sie kann auch verlängert werden; ich verweise auf Artikel 12f Absatz 3 Asylgesetz.

Die zweite Ausnahme betrifft Gesuchsteller, deren Asylverfahren aufgrund des Pendenzenberges zu lange gedauert hat. In Härtefällen sollte der einzelne nicht die Folge der Ueberlastung der Asylbehörden zu tragen haben. Deshalb können die Kantone vor Abschluss des Asylverfahrens in Fällen, in denen das Asylverfahren mehr als vier Jahre gedauert hat, den Asylbehörden mitteilen, dass sie bereit sind, eine fremdenpolizeiliche Aufenthaltsbewilligung zu erteilen. Ich verweise auf Artikel 17 Absatz 2 des Asylgesetzes.

Die zeitliche Grenze wurde vom Gesetzgeber klar auf vier Jahre angesetzt, und zwar ab dem Zeitpunkt der Gesuchseinreichung. Eine Praxisänderung hat nicht stattgefunden, denn es geht von Gesetzes wegen um die Dauer des Asylverfahrens und nicht um die effektive Aufenthaltsdauer, womöglich unter Anrechnung eines vorgängigen illegalen Aufenthaltes.

Frau Bühlmann: Im Kanton Luzern erhalten zurzeit eine ganze Anzahl von Leuten den definitiven Entscheid zugestellt, genau bevor die vier Jahre auslaufen, aber mit langen Ausreisefristen. Sie werden also über vier Jahre in der Schweiz gewesen sein. Das Faktum des langen Hierseins bzw. der gesellschaftlichen Integration – das ja eigentlich am Anfang dieser Möglichkeit stand, eine humanitäre Aufenthaltsbewilligung auszustellen – ist in diesen Fällen wohl gegeben. Es kommt uns vor, als sei jetzt – nachdem schon in dem Sinne verschärft wurde, dass die Integration der Kinder in die Schule kein Argument ist, dass medizinische Gründe vorhanden sein müssen – ein weiteres verschärfendes Element dazugekommen, entgegen den Versprechungen, die Sie selber gemacht haben. Das beunruhigt uns im Kanton Luzern, und ich denke, in andern Kantonen ist die Lage zurzeit ähnlich. Das widerspricht den Aussagen, den Versprechungen gegenüber den Asylbewerberkreisen und den Hilfswerken.

Bundesrat Koller: Jede Grenzziehung hat natürlich ihre Härten und deshalb sicher auch die Grenzziehung nach vier Jahren. Aber der Gesetzgeber hat sich diese Grenzziehung von vier Jahren sehr wohl überlegt, und deshalb sind wir an diesen Entscheid des Gesetzgebers gebunden.

Frage 49:

Goll. Frauenverfolgung und Flüchtlingsbegriff Persécution des femmes et notion de réfugié

Das Eidgenössische Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann hat kürzlich eine Studie über den Zusammenhang von Frauenverfolgung und Flüchtlingsbegriff veröffentlicht.

Ich frage den Bundesrat an, welche Konsequenzen er aus dieser Studie und den darin erhobenen Forderungen zieht:

- für die Auslegung des Flüchtlingsbegriffs in der Flüchtlingskonvention;*
- für die Auslegung des Flüchtlingsbegriffs im Asylgesetz; und*
- für entsprechende Veränderungen in der Asylpraxis.*

Bundesrat Koller: Der Begriff «Flüchtling» im schweizerischen Asylgesetz umfasst sämtliche Aspekte der Begriffsdefinition der Genfer Flüchtlingskonvention. In der schweizerischen Asylpraxis müssen deshalb die Asylgesuche neben dem Gesetz nicht zusätzlich unter dem Titel der Flüchtlingskonvention geprüft werden. Als Flüchtling im Sinne von Artikel 3 Asylgesetz gilt, wer wegen seiner Rasse, Religion, Nationalität, Zugehörigkeit zu einer bestimmten sozialen Gruppe oder wegen seiner politischen Anschauungen ernsthaften Nachteilen ausgesetzt ist oder solche zu befürchten hat. Ohne Zweifel fallen auch frauenspezifische Verfolgungen in den Schutzbereich, sofern sie die erwähnten Kriterien erfüllen.

Das Bundesamt für Flüchtlinge widmet frauenspezifischen Aspekten der Verfolgung sowohl bei der Durchführung der Asylverfahren als auch bei der Auslegung des Flüchtlingsbegriffs besondere Beachtung. Die Sektion Länderinformation und Lageanalysen setzt sich bei jeder Lagebeurteilung gesondert mit dieser Problematik auseinander. Im Rahmen der einzelnen Asylverfahren werden Frauen, die eine geschlechtsspezifische Verfolgung geltend machen, durch Beamtinnen befragt. Die Studie «Frauenverfolgung und Flüchtlingsbegriff» stellt eine wertvolle Hilfe bei der Auslegung des Flüchtlingsbegriffes dar. Eine Aenderung der Asylpraxis drängt sich aber nicht auf. In Zukunft sollen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Bundesamtes und auch diejenigen der Kantone durch spezielle Ausbildungsveranstaltungen noch stärker für frauenspezifische Aspekte der Verfolgung sensibilisiert werden.

Frage 50:

Steinemann. EWR und Wechselschilder EEE et plaques interchangeables

Ist nach einem allfälligen EWR-Beitritt die Beibehaltung von Wechselschildern bei Motorfahrzeugen garantiert?

Bundesrat Koller: Die Schweiz kann die geltende Regelung auch bei einem EWR-Beitritt beibehalten. Der Bereich der Kontrollschilder ist nicht Gegenstand des EG-Rechts, das die EWR-Staaten übernehmen müssten.

Frage 51:

Seiler Hanspeter. Haushälterischer Umgang mit Zivilschutzmaterial-Lieferungen des Bundes

Gemäss dem «Info Zivilschutz» wird die bestehende Materialliste im Hinblick auf «Zivilschutz 95» überarbeitet. Verschiedene Ausrüstungs- und Einrichtungsgegenstände werden nicht mehr verwendet. In den Gemeinden, aber auch beim Bund, dürften grosse Mengen dieses ab 1995 nicht mehr benötigten Materials eingelagert sein. Verschiedentlich wurde schon bisher vielen Gemeinden Zivilschutzmaterial zugestellt, das infolge Aenderung der örtlichen Organisation gar nicht mehr eingesetzt werden kann bzw. eingesetzt werden konnte.

Werden die Gemeinden bzw. die örtlichen Schutzorganisationen weiterhin mit diesem ab 1995 nicht mehr benötigten Material bedient und zu «Entsorger-Aufgaben» verpflichtet?

Was passiert mit den beim Bund vorhandenen Lagerbeständen des von 1995 an nicht mehr benötigten Materials?

Welche Massnahmen gedenkt der Bundesrat vorzunehmen, damit künftig die Lieferungen von Zivilschutzmaterial an die Gemeinden besser auf die jeweiligen Bedürfnisse abgestimmt werden und damit ein Beitrag zur Kosteneinsparung geleistet werden kann?

Bundesrat Koller: Das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement legt in einer Materialliste das zur Ausrüstung der Schutzorganisationen und deren Anlagen zu beschaffende Material fest. Es erlässt weiter Richtlinien über die Gliederung und die Sollbestände der Zivilschutzorganisationen. Im Rahmen dieser Vorschriften bestimmen die Gemeindebehörden die örtliche Organisation. Daraus ergibt sich der Bedarf an Ausrüstung. Diese wird den Gemeinden vom Bundesamt für Zivilschutz aufgrund von Bestellungen geliefert. Der Bund selber legt nur kleinste Reserven für den Ersatz von nicht mehr reparierbarem Material der Gemeinden an.

Ab 1995 fallen mit dem neuen Zivilschutzleitbild für die örtlichen Schutzorganisationen vor allem die Brandschutzaufgaben weg. Sie werden von den örtlichen Feuerwehren übernommen, die in der Regel schon bisher Material des Zivilschutzes verwenden. Ab 1995 können sie dieses übernehmen. Zudem werden die Schutzorganisationen etwas kleiner, was den Bedarf an persönlicher Ausrüstung reduziert.

Das Bundesamt selber verfügt über keine Vorräte an Brandschutzmaterial und persönlicher Ausrüstung mit Ausnahme einer kleinen Menge von Schutzhelmen, die liquidiert werden. Gelegentliche Aenderungen örtlicher Organisationsstrukturen durch die Gemeindebehörden sind unvermeidbar: Soweit sie ihre Materialbestellungen darauf abstimmen und das Bundesamt über die Aenderungen in Kenntnis setzen, erhalten sie nur Lieferungen, die auf ihre Bedürfnisse abgestimmt sind.

Question 52:

Aubry. Aktion «Green Ice» und amerikanisch-schweizerische Beziehungen

Opération «Green Ice» et relations américano-suisse

La police anti-drogue des USA (DEA) vient d'opérer un vaste coup de filet international appelé «Green Ice» dans les milieux de la drogue. Il semble qu'aucun contact n'ait été établi avec la Suisse, plus particulièrement avec le Ministère public de la Confédération alors que, d'après la presse, il y aurait de l'argent du trafic de drogue déposé auprès de banques suisses.

Les réflexions du rapport de la CEP 1 quant au rôle d'agents américains anti-drogue sur le territoire suisse ont-elles rompu les relations de confiance entre nos deux pays?

Le Conseil fédéral envisage-t-il d'envoyer prochainement un agent suisse de lutte contre la drogue à notre ambassade de Washington afin de coopérer sur place?

Le Conseil fédéral est-il prêt dorénavant à coopérer avec les USA dans la lutte contre le trafic de drogue et le blanchiment d'argent sale?

Bundesrat Koller: Nach Bekanntwerden des angesprochenen Sachverhaltes hat das Bundesamt für Polizeiwesen unverzüglich mit dem leitenden Verbindungsbeamten der Drug Enforcement Agency (DEA) in Bern gesprochen. Dabei bestä-

tigte sich, dass die Schweiz mit einem einzigen Bankkonto von diesem Fall nur marginal betroffen ist. Der Schwerpunkt dieses Falles liegt eindeutig im Ausland.

Von einer Vertrauenskrise zwischen der DEA und der Zentralstelle Rauschgift kann nicht die Rede sein. Die Zusammenarbeit zwischen den beiden Behörden darf nach einer Phase der Verunsicherung im Zusammenhang mit der Fichenaffäre heute wieder als gut bezeichnet werden. Davon konnte ich mich übrigens anlässlich meines Besuches in den USA im März dieses Jahres auch persönlich überzeugen.

Derzeit wird ein Konzept für die Stationierung von Drogenverbindungsbeamten im Ausland erarbeitet. Dabei ist auch eine Verbindungsperson in Washington vorgesehen.

Die gesetzlichen und staatsvertraglichen Instrumente für die Zusammenarbeit mit den USA im Kampf gegen den illegalen Drogenhandel und die Geldwäscherei sind vorhanden. Sie ermöglichen eine reibungslose Zusammenarbeit.

Frage 53:

Borer Roland. Finanzlage der Krankenkassen

Situation financière des caisses-maladie

Im Artikel 10 der Verordnung V «über die Krankenversicherung betreffend die Anerkennung von Krankenkassen und Rückversicherungsverbänden sowie ihre finanzielle Sicherheit» sind die minimalen Reserven festgelegt.

In diesem Artikel 10 wird für Versicherungen mit mehr als 40 000 Versicherten eine Reserve von 20 Prozent der Jahresausgaben, aufgeteilt in 15 Prozent Sicherheitsfonds und 5 Prozent Schwankungszuschlag, verlangt.

Gemäss neuesten Angaben diverser Krankenkassen sind diese nicht mehr in der Lage, nach den im Dezember 1991 beschlossenen Massnahmen die gesetzlich verlangten Minimalreserven zu bilden. Diese Feststellung gilt übrigens auch für die grössten Versicherungen dieser Art.

Was gedenkt der Bundesrat zu tun, um die finanzielle Sicherheit der Krankenkassen und -versicherungen auch weiterhin zu gewährleisten?

Ist der Bundesrat bereit, Massnahmen zu ergreifen, um die gesetzlich vorgeschriebenen finanziellen Sicherheitsminima der Versicherungen durchzusetzen?

Bundesrat **Cotti**: Das BSV hat die letztjährigen Jahresrechnungen überprüfen lassen und festgestellt, dass von den 14 grössten Kassen, also von denjenigen, die mehr als 100 000 Mitglieder haben, nur eine eindeutig bei einer Vermögensquote unter 20 Prozent liegt, eine weitere unterschreitet diese Quote ganz knapp.

Die Krankenkassen sind als autonome Versicherungsträger für die Gewährleistung ihrer finanziellen Sicherheit in erster Linie selber verantwortlich. Sie haben im Rahmen der gesetzlichen Vorschriften die Massnahmen zu treffen, die die von ihnen eingegangenen Verpflichtungen gegenüber ihren Versicherten gewährleisten. Dazu gehört beispielsweise die finanzielle Ueberwachung der einzelnen Versicherungszweige – wie sie verteilt sind –, der Kollektivversicherung – eines wichtigen Zweiges – sowie der Verwaltungstätigkeit. Erfüllt eine Kasse die gesetzlichen Finanzierungsvorschriften nicht mehr, dann ist die Aufsichtsbehörde ermächtigt, die erforderlichen Weisungen zu erteilen.

Sie werden fragen: Wie ist das mit den bald in diesem Rat zu diskutierenden Beschlüssen vereinbar? Wir werden uns in wenigen Stunden darüber unterhalten können.

Frage 54:

Reimann Maximilian. Ferien und Ueberzeitkompensation im Bundesdienst

Vacances et compensation des heures supplémentaires dans l'Administration fédérale

Laut Pressemeldung wird die Informationschefin eines Departements ihren Posten nach einer Amtszeit von anderthalb Jahren auf Ende 1992 aufgeben, ist aber in der Lage, den Dienst ab sofort zu quittieren und die verbleibenden 13 Wochen mit Ferien- und Ueberzeitguthaben zu kompensieren. Kann sich nach derart kurzer Dienstzeit effektiv schon ein derart hoher Kompensationssaldo ergeben?

Bundesrat **Cotti**: Die erwähnte Dame hat ihr Amt am 1. Mai 1991 angetreten – mitten in meinem Präsidentschaftsjahr; dieses sowie die vielen ausserordentlichen Ereignisse, die insbesondere mit der internationalen Umweltpolitik in Verbindung standen, hatten wesentliche Mehrarbeit und Ueberzeit zur Folge. Dies galt übrigens auch für eine Reihe von anderen Personen im Generalsekretariat des EDI. Der Rücktritt erfolgte in einer einvernehmlich getroffenen Vereinbarung nach der Verordnung vom 30. Januar 1991.

Frage 55:

Caspar-Hutter. Homöopathische Heilmittel. Kostenübernahme durch die Krankenkassen
Médicaments homéopathiques. Prise en charge par les caisses-maladie

Die Arzneimittelliste und die Spezialitätenliste (Verordnung VIII über die Krankenversicherung, Artikel 1 Absatz 1 Buchstaben a und b) enthalten die kassenpflichtigen Medikamente. Trifft es zu, dass homöopathische Heilmittel, obwohl ihre Wirksamkeit von breiten Bevölkerungskreisen längst erkannt ist, kaum zu den grundversicherten Pflichtleistungen gehören? Wie rechtfertigt der Bundesrat die eklatante Privilegierung der Schulmedizin, obwohl das Zusammenwirken von Homöopathie und Schulmedizin gemäss Untersuchungen von 80 Prozent der Krankenversicherten gewünscht wird, die Erfolge der Homöopathie nachweisbar gross sind, die Kosten wesentlich geringer sind und keine Nebenwirkungen entstehen?

Bundesrat **Cotti**: In der Spezialitätenliste figurieren keine homöopathischen oder anthroposophischen Spezialitäten. Die Beurteilung der Kassenzulässigkeit dieser Spezialitäten sowie derjenigen der sogenannten Schulmedizin richten sich nach den geltenden gesetzlichen Vorschriften. Es ist insbesondere die Verordnung VIII und die Verordnung X des EDI.

Gemäss Kapitel 20 der Spezialitätenliste kann ein Arzt der Komplementärmedizin spezifisch auf den Patienten abgestimmte Medikamente nach homöopathischen oder anthroposophischen Grundsätzen zu Lasten der Krankenkassen verschreiben, wenn die Statuten der einzelnen Kassen dies vorsehen. So sehen auch die Vorschläge der nationalräthlichen Kommission aus, die Sie in wenigen Stunden diskutieren werden.

Ich kann am Schluss nur noch bestätigen, dass das Departement eine stärkere Vertretung in den verschiedenen Kommissionen dieses Bereiches, der eindeutig im Kommen ist, vorseht.

Frau **Caspar-Hutter**: Ich danke Ihnen herzlich für Ihr Wohlwollen gegenüber der homöopathischen und anthroposophischen Medizin und dass Sie bereit sind, diese Kommission ausgewogen zusammenzusetzen.

Haben Sie auch die Absicht, über Untersuchungen herauszufinden, wie sich die Selbstdispensation der Aerzte für Medikamente aus dem Bereich der Schulmedizin einerseits und der Homöopathie andererseits auf den Verdienst der Aerzte sowie die Kosten der Krankenkassen beziehungsweise der Versicherten auswirkt, und das Resultat dieser Untersuchungen öffentlich bekanntzumachen?

Bundesrat **Cotti**: Die spezifische Frage, die Sie stellen, werden wir näher prüfen. Im allgemeinen ist dies bei der Gesamtkostenüberprüfung schon heute der Fall.

Frage 56:

Scherrer Jürg. Grenzwerte für Ozon. Einseitige Information der Bevölkerung
Valeurs limites valables pour l'ozone. Information unilatérale de la population

In den Sommermonaten werden unter anderem im Schweizer Fernsehen und im Teletext die Ozonwerte veröffentlicht. Auf Grenzwertüberschreitungen wird besonders hingewiesen, ohne zu vermerken, dass die Grenzwerte ideale Ziele und keine Alarmgrenze darstellen.

Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, dass diese einseitige «Information» der Bevölkerung in Zukunft unterbleiben soll, weil

sie einer eigentlichen Volksverhetzung gleichkommt? Oder dass wenigstens auf das Fehlen von Alarmwerten hingewiesen wird, weil die Ozonwerte in der Schweiz solche gar nicht erreichen würden?

Bundesrat **Cotti**: Die Ozonlimiten, auf die Sie hinweisen, sind wiederholt auch öffentlich so dargestellt worden, dass eine klare Abgrenzung zwischen der Bedeutung der sogenannten Alarmwerte und jener der Werte, wie wir sie heute in der Luftreinhalteverordnung haben, eindeutig dargelegt worden ist. So enthalten auch die täglichen Publikationen im Teletext eine kurze Erläuterung, in welcher auf die Bedeutung der Immissionsgrenzwerte der LRV hingewiesen wird. Alarmwerte kennen wir in der Schweiz schon aus dem Grunde nicht, weil wir glücklicherweise gar nie die Werte von anderen Ländern – ich denke z. B. an Amerika – erreichen.

Ich möchte hinzufügen, dass die Information in diesem Jahre – ausgehend von den Erklärungen des Bundesrates im Januar – weitergegangen ist, so dass jedermann in diesem Lande, wenn er ein Minimum an Interesse für diese Fragen zeigt, in der Lage ist, die Unterschiede genau festzustellen. Bei den Werten der Luftreinhalteverordnung muss festgehalten werden, dass sie keine Alarmwerte für die breite Bevölkerung darstellen, den Gefahren für eine Reihe von sogenannten Risikogruppen – man denke an kleine Kinder oder an ältere, anfällige Personen – aber Rechnung tragen.

Scherrer Jürg: Ich danke Ihnen für die Beantwortung meiner Frage. Aber im Juni 1992 wurde ja vom Nationalrat das Postulat Dettling überwiesen, mit welchem solche Alarmwerte gefordert wurden. Darf ich Ihrer Antwort entnehmen, dass Sie nicht beabsichtigen, die vom Nationalrat verlangten Alarmwerte einzuführen? Oder falls doch: Auf wann ist das geplant?

Bundesrat **Cotti**: Es ist auf alle Fälle kurz- und mittelfristig nicht vorgesehen, wie der Bundesrat ganz klar festgestellt hat, solche Alarmwerte einzuführen.

Sollte sich morgen – was wir wirklich nicht hoffen – der Zustand der Luft weiter verschlechtern, so müsste man sie natürlich einführen. Ich möchte betonen, dass sich in den letzten sechs Jahren der Zustand der Luft in bezug auf die bekannten Gefahrenstoffe verbessert hat, so dass eine Einführung mittelfristig nicht notwendig sein wird.

Frage 57:

von Felten. Anlage zur Verwendung von Mikroorganismen. Umweltverträglichkeitsprüfung
Entreprises travaillent sur des microorganismes. Etudes d'impact

Am 18. September 1992 ist bekanntgeworden, dass der Basler Chemiekonzern Ciba-Geigy beim kantonalen Baudepartement Basel-Stadt ein Gesuch für den Umbau eines bisherigen Fabrikationsgebäudes in ein Biotechnikum eingereicht hat.

Das Baugesuch für die Anlage mit der gleichen Produktion in Huningue wird publiziert. Demgegenüber wird das Basler Baugesuch nicht publiziert, so dass von seiten der Öffentlichkeit keine Rekursmöglichkeiten bestehen. In Basel und anderen Kantonen werden industrielle Umbauten anders behandelt als Neubauten.

Ist der Bundesrat bereit, Betriebe, in denen Mikroorganismen in einem geschlossenen System verwendet werden (Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b Störfallverordnung), der Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterstellen?

Bundesrat **Cotti**: Ich möchte noch einmal feststellen, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung an sich gar nicht dazu da ist, um neues Recht zu schaffen. Sie ist da, um in einer allgemeinen, alle Umweltfragen betreffenden Problemstellung festzustellen, ob die einzelnen Rechtsnormen tatsächlich befolgt werden oder nicht. Solche Vorschriften bestehen für Anlagen, in denen Mikroorganismen in einem geschlossenen System verwendet werden, vorderhand lediglich für den Störfall, jedoch nicht für den Normalbetrieb solcher Anlagen. Die im Rahmen der EWR-Beratungen kurz vor der Verabschiedung stehende Aenderung des Umweltschutzgesetzes sieht jedoch

die Einführung von materiellen Bestimmungen vor. Sollte das Parlament diese Bestimmungen definitiv verabschieden, was – wie ich hoffe – in wenigen Stunden geschieht, dann würden die Vorschriften und die Möglichkeiten für eine allgemeine Prüfung der Umweltverträglichkeit geschaffen werden.

Frau von Felten: Ist bei der vorgeschlagenen neuen Lösung die Mitsprache der Bevölkerung gewährleistet?

Bundesrat **Cotti**: Wir möchten die Mitsprache in Umweltbelangen in jedem Fall so weit wie möglich gewährleisten. Wir werden dies auch unter dem Gesichtspunkt der Ueberprüfung der Umweltverträglichkeit solcher Anlagen zu ermöglichen versuchen; dabei sollte die Kommission, die jetzt zur Diskussion steht, im Parlament eine wesentliche Rolle spielen.

Frage 58:

Sieber. Dialog mit Drogensüchtigen
Dialogue avec les toxicomanes

Die Bekämpfung der epidemiologischen Aids-Krankheit ist im Hinblick auf eine bisher fehlende Therapie vorrangig. Um diesbezüglich Erfolg zu haben, braucht es den Dialog mit drogensüchtigen Menschen. Was unternimmt der Bund, um Behörden und Öffentlichkeit über den Zusammenhang von Aids und Drogensucht und geeignete Massnahmen auf diesem Gebiet zu informieren?

Bundesrat **Cotti**: Die Aids-Prävention hat bei Drogenabhängigen, die Drogen intravenös konsumieren, eine grosse Bedeutung. Nebst dem Zurverfügungstellen von Präventionsmitteln spielt der persönliche Kontakt zu Drogenabhängigen eine sehr entscheidende Rolle. Der Bund fördert deshalb Projekte, welche den Aspekt dieses Kontaktes und des Dialogs besonders gewichten.

Ich erinnere Sie an das Projekt Zipp-Aids in Zürich und Toxi-bus in Genf. Wir unterstützen deren wissenschaftliche Evaluation ebenfalls. Behörden und interessierte Fachkreise werden durch die Publikation solcher Evaluationen in Kenntnis gesetzt. Bei verschiedenen Publikationen im Zusammenhang mit der Aids-Prävention wird auf die Infektionsrisiken beim Drogenkonsum eingegangen.

Das Bundesamt für Gesundheitswesen plant zuhanden der Fachwelt, der Entscheidungsträger und der interessierten Öffentlichkeit per Ende dieses Jahres eine zusätzliche, ausführliche Dokumentation zur Aids-Prävention bei Drogenabhängigen.

Question 59:

Brunner Christiane. Forschung im Telekommunikationsbereich

Recherche dans le domaine des télécommunications

A combien se montent au total les fonds consacrés à la recherche (versés aux Ecoles polytechniques fédérales, aux universités et au secteur privé) dans le domaine des télécommunications pendant la période 1990/1991?

A combien s'élèvent les fonds dépensés par les PTT et quel montant ont-ils conservé pour leurs propres besoins?

Quel montant est-il prévu d'investir pour la période 1992/1993 (et si possible répartition Confédération/PTT, secteur privé)?

Quels sont les projets de recherche et de technologie en cours dans le domaine des télécommunications et quels sont ceux prévus pour 1993–1995?

Bundesrat **Ogi**: Die gestellten Fragen sprengen eindeutig den Rahmen der Fragestunde. Sie müssen notgedrungen summarisch beantwortet werden.

Gemäss einer Studie des Bundesamtes für Statistik beliefen sich die Aufwendungen des Bundes für Forschung und Entwicklung im Bereich Kommunikation und Medien 1988 auf 42,79 Millionen Franken und für 1990 auf 42,75 Millionen Franken. Dies entsprach 1988 5 Prozent, 1990 4,2 Prozent der gesamten Forschungs- und Entwicklungsausgaben des Bundes. Nicht eingeschlossen sind die Beiträge des Bundes an die Betriebsbudgets der Hochschulen, die teilweise ebenfalls in die Forschung fliessen.

Die Universitäten und Hochschulen betreiben in bedeutendem Umfang Grundlagenforschung, die unter anderem auch für den Telecom-Sektor von grosser Bedeutung ist. Eine exakte Zuordnung zu einzelnen Sektoren ist aber kurzfristig nicht möglich.

Die Finanzsituation des Bundes erlaubt für 1992/1993 keine wesentliche Aufstockung dieser Aufwendungen.

Die PTT-Betriebe gaben 1990 für Forschung und Entwicklung 31,2 Millionen Franken und für 1991 35,7 Millionen Franken aus; für 1992/1993 ist kein reales Wachstum vorgesehen.

Die schweizerische Telekommunikationsindustrie investiert nach Angaben der Pro Telecom jährlich im Durchschnitt rund 12 Prozent ihres Umsatzes von etwa 4,5 Milliarden Franken in Forschung und Entwicklung.

Die Schweiz partizipiert schliesslich an verschiedenen Forschungs- und Technologieprojekten im Fernmeldebereich. Im Vordergrund stehen dabei Cost (Coopération européenne dans le domaine de la recherche scientifique et technique), das EG-Programm Race (Research and technology development and advanced communications technologies in Europe) und Eureka (ein gesamteuropäisches Technologie-Förderungsprogramm).

Für Cost hat der Bund 1990/1991 2,9 Millionen Franken ausgegeben; für 1992/1993 sind 3,4 Millionen Franken vorgesehen.

Am Race-Programm hat sich der Bund für 1992/1993 mit 10,8 Millionen Franken beteiligt. Voilà, sehr geehrte Frau Brunner, das ist das, was in so kurzer Zeit auf Ihre Frage bezüglich Forschung und Telekommunikationsbereich gesagt werden kann.

Frage 60:

Hämmerle. Gültigkeit der Alpen-Initiative Protection des régions alpines. Validité de l'initiative populaire

Am 27. September 1992 wurde die Neat vom Volk angenommen – gegen weite Teile der vom Transitverkehr direkt betroffenen Bevölkerung. Für diese bleibt die Alpen-Initiative das wichtigste Instrument zur Durchsetzung ihrer berechtigten Anliegen. Weite Kreise sind nun unsicher, ob die Alpen-Initiative unter den Bedingungen des Transitvertrages und nach einem allfälligen Beitritt der Schweiz zum EWR gültig bleibt und dem Volk zur Abstimmung unterbreitet wird. Bleibt der Bundesrat bei seiner bisherigen Auffassung, dass die Alpen-Initiative gültig ist und in jedem Fall zur Abstimmung gelangen soll?

Bundesrat Ogi: Der Bundesrat hat in seiner Botschaft vom 12. Februar 1992 zur Volksinitiative «zum Schutze des Alpengebietes vor dem Transitverkehr» auf gewisse Widersprüche zwischen der Initiative und dem Transitvertrag sowie anderen völkerrechtlichen Grundlagen hingewiesen. Diese wurden auch in der Kommission des Nationalrates diskutiert. Gemäss Bundesverfassung entscheiden aber die eidgenössischen Räte über die Gültigkeit einer Initiative. In langjähriger Praxis wird dabei in aller Regel zugunsten der demokratischen Rechte entschieden, gegebenenfalls jedoch eine Ablehnung der Initiative empfohlen. Das dürfte auch für die Alpen-Initiative gelten.

Frage 61:

Moser. Erhöhung der Radio- und TV-Gebühren Hause des redevances radio et TV

Die SRG beantragte dem Bundesrat, die Radio- und Fernsehgebühren auf den kommenden 1. Januar 1993 um 12,5 Prozent zu erhöhen. Auch die PTT möchten ihren Gebührenanteil erhöhen.

Angesichts der schlechten Wirtschaftslage und der Pflicht des Bundesrates, alles gegen ein Ansteigen der Teuerung zu unternehmen, liegt diese erneute Forderung der SRG quer in der Landschaft.

Ein Programmausbau, wie ihn die SRG plant (zweiter Kanal für die Deutschschweiz), ist zur Erfüllung des Leistungsauftrages überhaupt nicht notwendig und verursacht unverantwortbare Zusatzkosten. Und das in einer Zeit, wo jedermann zum Sparen aufgefordert ist. Die SRG muss lernen, dass dies auch für sie

gilt. Es geht nicht an, dass die Konsumenten, welche grosse Unzufriedenheit gegenüber den SRG-Produkten signalisieren (Zuschauer- und Zuhörerschwund), auch noch zur Bezahlung von wesentlich höheren Zwangsgebühren verknurrt werden.

1. Ist der Bundesrat nicht auch der Ansicht, dass die SRG ihre Ausbaupläne zurückstellen, ein Sparprogramm vorlegen und auf eine erneute Gebührenerhöhung verzichten muss?

2. Wann wird der Bundesrat darüber entscheiden?

Bundesrat Ogi: Herr Moser hat zwei Fragen gestellt. Ich beantworte sie, wie folgt:

1. Im heutigen Zeitpunkt ist es verfrüht, zu den Ausbauplänen der SRG und zu den Gebührenanträgen von SRG und PTT Stellung zu nehmen. Das Bundesamt für Kommunikation hat im Verlaufe des Sommers einen Entwurf für eine neue SRG-Konzession ausgearbeitet und dabei die interessierten Verbände und Organisationen zur Stellungnahme eingeladen. Im Zusammenhang mit den Gebührenanträgen hat der Bundesrat schon früher erklärt, dass eine massvolle Erhöhung zum Ausgleich der teuerungsbedingten Mehrkosten und zur Verbesserung der Programme berechtigt ist. Die Gebührenanträge von SRG und PTT sind vom Bundesamt für Kommunikation überprüft worden. Gleichzeitig hat sich auch der Preisüberwacher dazu geäussert. 2. Der Bundesrat wird noch in diesem Jahr über Konzessions- und Gebührenerhöhung entscheiden.

Moser: Ich danke für Ihre Anwesenheit, nicht aber für Ihre Antwort. Sie haben gesagt, dass sich beispielsweise der Preisüberwacher geäussert habe. Es wäre sehr interessant, wenigstens zu hören, was er dazu meint.

Bezüglich der Konzessionen der SRG: Es sollte in Betracht gezogen werden, dass eine Konzessionsanfrage von privater Seite gemacht wurde. Deshalb könnte jetzt gesagt werden, dass die SRG nicht auf einen weiteren Sendekanal ausgebaut wird, sondern dass dies nun tatsächlich einmal der Privatwirtschaft überlassen wird.

Bundesrat Ogi: Meine Anwesenheit ist obligatorisch und von Ihnen befohlen. In bezug auf meine Antwort muss ich bestätigen, dass ich im Moment dazu nicht mehr sagen kann. Bezüglich der Stellungnahme des Preisüberwachers sind noch Rückfragen notwendig. Sie bildet überdies Gegenstand eines laufenden Verfahrens. Deshalb kann ich im heutigen Zeitpunkt die Stellungnahme des Preisüberwachers nicht veröffentlichen.

Was die Konzession anbetrifft: Herr Moser weiss, dass das Programmkonzept S-Plus vorgesehen ist und dass private Veranstalter mit einem verkraftbaren finanziellen Aufwand – das ist sehr wichtig – Fernsehprogramme oder Programmteile produzieren und anbieten können. Es finden Abklärungen zwischen der SRG und den interessierten Privaten statt (Vertragsmodell). Interessierte Private mit den notwendigen Mitteln bitte ich, sich mit der SRG in Verbindung zu setzen.

Frage 62:

Gysin. Anschluss des Vinschgaus an das schweizerische Schienennetz

*Raccordement du Val Venosta au réseau ferroviaire suisse
Die Neat ist vom Schweizervolk mit klarer Mehrheit angenommen worden. Das gibt Gelegenheit, Eisenbahnanschlüsse abseits der grossen Verkehrsachsen zu hinterfragen. Das Vinschgau im Südtirol wird von einer mehrheitlich deutschsprachigen Bevölkerung bewohnt. Wirtschaft und Kultur des Vinschgaus sind durchaus mit den Verhältnissen in schweizerischen Kantonen zu vergleichen.*

*– Ich frage den Bundesrat an, ob und, wenn ja, welche Pläne bestehen, um das Vinschgau an das Schienennetz der Schweiz (Rhätische Bahn/Vereinattunnel) später einmal anzuschliessen.
– Bestehen in dieser Angelegenheit bereits Kontakte zu den italienischen Behörden?*

Bundesrat Ogi: Die vom Schweizervolk gutgeheissene Neat gilt es nun zügig zu verwirklichen. Darauf müssen unsere Kräfte konzentriert werden. Der Bundesrat hat keine Pläne, um

das Vinschgau nach dem Bau des Vereinatunnels an das Schienennetz der Rhätischen Bahn anzuschliessen. Ein solcher Anschluss wäre aus topographischen Gründen schwierig zu bauen und würde hohe Baukosten verursachen. An einer solchen Verbindung müsste von italienischer Seite her ein gewichtiges Interesse bestehen. Davon ist dem Bundesrat zurzeit nichts bekannt. Es bestehen deshalb, Herr Gysin, in dieser Angelegenheit keine Kontakte zu den italienischen Behörden.

Frage 65:

Meier Hans. Intervention zugunsten eines Oppositionellen in Tibet

Condamnation d'un opposant tibétain

Der Tibetaner Tanak Jigme Zangpo (64-jährig), der letzten Dezember anlässlich eines Gefängnisbesuches einer schweizerischen Menschenrechtsdelegation in Lhasa seine Unterstützung für den Dalai Lama bekundete, wurde anschliessend von den chinesischen Behörden gefoltert. Kürzlich wurde bekannt, dass dieser Mann zu einer zusätzlichen Strafe von 8 Jahren verurteilt wurde.

Ich frage den Bundesrat an, ob er gewillt ist, bei der chinesischen Regierung zu intervenieren und um die Begnadigung von Tanak Jigme Zangpo zu bitten.

M. Felber, président de la Confédération: Suite à la question Loeb François du 16 mars dernier, j'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer sur le cas soulevé ici par M. Meier Hans, celui de M. Tanak Jigme Zangpo. Je rappelle qu'en décembre dernier mon département a envoyé en mission en Chine une délégation d'experts conduite par un des fonctionnaires du Département des affaires étrangères, qui était chargée d'engager le dialogue sur la question des droits de l'homme dans ce pays. Cette délégation a eu l'occasion de se rendre dans trois lieux de détention, dont l'un à Lhasa. Au cours de leur visite dans ce lieu, nos experts ont effectivement entendu un prisonnier tibétain crier dans sa langue sa foi religieuse et ses opinions politiques. Selon nos informations, ce détenu a été l'objet de graves sévices et a été placé en isolement total. Tout récemment, nous avons appris d'une source privée que M. Zangpo aurait été condamné, suite à son geste, à 8 années supplémentaires de réclusion. Si cette information est confirmée, cette condamnation constitue une violation grave du droit international qui interdit de punir une personne pour le seul motif qu'elle ait fait usage pacifique de ses droits fondamentaux, tel le droit à la liberté d'expression et à la liberté de religion. Nous étions déjà intervenus auprès du Premier ministre, en lui signalant ce cas qu'il ignorait. Nous venons d'intervenir une nouvelle fois auprès des autorités chinoises en faveur de ce détenu tibétain et je puis vous assurer que nous continuerons, en Chine, nos démarches jusqu'au moment où la peine prononcée aura été levée.

Frage 66:

**Leemann. Lage in Südafrika
Situation en Afrique du Sud**

Die südafrikanische Regierung ist wegen ihrer Verstrickung in die Gewaltanwendung gegen den ANC weitgehend diskreditiert; Unterstützung von aussen kann die Krise und die Instabilität in Südafrika nur verlängern.

– Weshalb lässt sich der Bundesrat trotzdem im jetzigen Moment auf Handelsförderung ein, wie dies zum Beispiel durch die Beteiligung des Bawi an einem entsprechenden Seminar der Osec am 1. Oktober der Fall war?

– Weshalb hält es der Bundesrat nicht für nötig, auf einen Brief der schweizerischen Anti-Apartheid-Bewegung von Ende Juni zu dieser Problematik auch nur die geringste Antwort zu geben?

M. Felber, président de la Confédération: Le Conseil fédéral considère que la voie de la violence, qui est malheureusement si souvent utilisée en Afrique du Sud, discrédite tous ceux qui s'y engagent. Il continue d'attacher une grande importance à ce que la création d'une Afrique du Sud nouvelle se fasse d'une manière pacifique. Nous nous efforçons donc de favoriser le dialogue entre les diverses parties en présence, grâce

notamment à un programme efficace de mesures positives, qui est mené depuis plusieurs années et s'adresse plus spécialement à la majorité noire de l'Afrique du Sud.

La communauté internationale a reconnu les progrès réalisés en vue de l'élimination de l'apartheid et a donc levé la plupart des sanctions prises à l'encontre de l'Afrique du Sud, en particulier dans le domaine économique. Il s'agit là d'une politique qui vise à encourager la poursuite des négociations entre Sud-Africains et à faciliter le processus de transition vers une société démocratique et prospère.

Le séminaire organisé le 29 septembre à Lausanne par l'Office suisse d'expansion commerciale correspond à la volonté du Conseil fédéral d'inciter les entreprises suisses à participer à l'effort de réintégration de l'Afrique du Sud dans la communauté économique mondiale. Il était donc utile que des représentants de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures y prennent part. Le Conseil fédéral a pris bonne note de la lettre du 28 juin du mouvement anti-apartheid de Suisse dénonçant l'utilisation de la violence en Afrique du Sud et demandant que la Suisse étudie la possibilité d'accorder son soutien aux initiatives qui visent à y mettre fin. Suivant une pratique constante, le Conseil fédéral a toutefois renoncé à y apporter une réponse écrite puisque cette lettre était d'une part une lettre ouverte et que d'autre part elle était accompagnée de plusieurs centaines de copies identiques. Le Conseil fédéral n'est toutefois pas resté inactif. Il a renouvelé aux autorités sud-africaines sa condamnation de l'emploi de la violence. Il a exprimé sa préoccupation à propos des incidents de Boipatong, demandant qu'une enquête approfondie soit menée. Il a également salué leur décision de démanteler certaines forces de sécurité prises à propos des foyers de travailleurs migrants. Enfin, il a aussi indiqué qu'il considérait que la résolution 765 de cette année des Nations Unies constituait un pas positif en vue de la reprise des négociations et qu'il attendait beaucoup de la mission du représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies en Afrique du Sud, notamment chargé de recommander des mesures dont l'adoption aiderait à mettre effectivement fin à la violence.

Frage 67:

Maeder. Hilfsschiessplätze Sommerau und Nelen im Appenzeller Vorderland

Places de tir de Sommerau et de Neien (Appenzell)

Die Antwort des Bundesrates auf die Einfache Anfrage Hollenstein enthält nicht zutreffende Behauptungen. So stimmt es beispielsweise nicht, dass die Leitung des Behindertenheims Bellevue Grundeigentümerin des Platzes Neien ist. Könnte man von Mitarbeitern des EMD nicht Korrektheit bei ihren Recherchen erwarten?

Weder die direkt betroffenen Bewohner des Gebiets noch die Betreuer des Behindertenheims wurden durch das EMD zur Abklärung angesprochen. Schiessübungen mit Kampfmunition, unmittelbar neben einem Behindertenheim und am Rande einer Kurzone, auch über die Mittagszeit und in die Nacht hinein, wirken anachronistisch. Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, dass auf die erwähnten Hilfsschiessplätze verzichtet werden könnte?

Bundesrat Villiger: Die Antwort des Bundesrates vom 24. August auf die Einfache Anfrage Hollenstein hat in der Tat eine Ungenauigkeit enthalten: Die Leitung des Behindertenheims Bellevue ist nicht Grundeigentümerin des Hilfsschiessplatzes Neien. Der Bundesrat bedauert diesen Fehler. Er gibt Herrn Maeder recht. Von den Mitarbeitern des EMD ist Sorgfalt bei den Recherchen zu erwarten.

Im übrigen gilt nach wie vor, was in der Antwort gesagt worden ist. Die Armee kann auf die Hilfsschiessplätze Neien und Sommerau auch in Zukunft nicht vollständig verzichten.

Der zuständige Sachbearbeiter des EMD hat im Juli dieses Jahres persönlich mit der Leitung des Heimes Bellevue ein Gespräch geführt. Aufgrund dieser Kontaktnahme sind die Vertragsmodalitäten für die Benützung des Hilfsschiessplatzes Sommerau, der neben dem Behindertenheim liegt, neu geregelt und die Schiesszeiten reduziert worden. Ueber deren Einhaltung wird inskünftig noch strenger gewacht.

Maeder: Herr Bundesrat, können Sie sich vorstellen, anstatt Bundesrat und Vorsteher des Militärdepartementes Betreuer von Behinderten im Behindertenheim Bellevue zu sein? Können Sie sich allenfalls vorstellen, Vater eines behinderten Kindes zu sein, das dort oben lebt und von dieser manchmal doch sehr brutalen Knallerei erschreckt wird? Würde Ihre Antwort in einem solchen Fall nicht anders ausfallen?

Bundesrat Villiger: Es stellt sich bei all diesen Fragen auch die Frage des Masses, und ich glaube, man kann nicht einfach sagen, alle Insassen dieses Heimes empfänden das gleich. Es ist uns aber klar, dass eine maximale Ausnützung dieses Platzes nicht möglich ist, und deshalb hat man sich darauf geeinigt, die Schiesszeiten zu verkürzen. Ich weiss auch, dass in der Zwischenzeit wieder einmal geschossen worden ist, ohne dass man sich an die publizierten Zeiten gehalten hat. Dem ist man nachgegangen, und das wollen wir in Zukunft verhindern.

Beim Gespräch mit der Heimleitung ist – soweit ich informiert worden bin – nicht herausgekommen, dass die Zustände derart unerträglich wären, dass die Frage in dem Ernst, wie Sie sie gestellt haben, gerechtfertigt wäre. Ich glaube, dass hier ein Zusammenleben der beiden Partner möglich ist, wenn man Rücksicht aufeinander nimmt.

Frage 68:

Keller Rudolf. Einwanderung – immer mehr Schweizer Fremde im eigenen Land und arbeitslos!

Immigration massive et chômage en Suisse

Die Einwanderung von Ausländern geht unablässig weiter. Der Ausländeranteil nimmt laufend zu, offiziell sind es bereits 17,5 Prozent – effektiv deutlich über 20 Prozent (mit Saisoniers, Grenzgängern, Kurzaufenthaltern, Schwarzarbeitern usw.). Immer mehr Schweizerinnen und Schweizer fühlen sich heimatlos im eigenen Land.

Was unternimmt der Bundesrat, um den immer zahlreicher werdenden «beiseite geschobenen» arbeitslosen Einheimischen (darunter verstehen wir im Gegensatz zum Bundesrat nur Schweizerinnen und Schweizer!), sich überfahren und überfremdet fühlenden Schweizerinnen und Schweizern zu helfen?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Il est exact que la population étrangère résidente a augmenté durant les dernières années, notamment du fait de la haute conjoncture, pour atteindre 17,5 pour cent de la population globale en août dernier. Comme je viens de le dire, c'est surtout l'élan conjoncturel qui a favorisé une poussée de l'immigration. Il s'agissait principalement, Monsieur Keller Rudolf, de travailleurs originaires de pays ne faisant partie ni de l'AELE ni de la Communauté européenne. La transformation des autorisations saisonnières en autorisations annuelles, avec droit au regroupement familial, ainsi qu'une immigration déterminée par la politique de l'asile ont contribué de manière importante à cette augmentation récente de la population.

Le Conseil fédéral a établi, en automne dernier, une norme plus restrictive en ce qui concerne la priorité de recrutement des étrangers. Cette mesure était accompagnée d'une application plus conséquente des normes en matière d'asile, jugée trop attractive. A cela s'ajoute la moindre attractivité de notre pays, suite aux transformations économiques que nous connaissons depuis quelque temps. Cette politique plus sélective en matière de recrutement des étrangers hors des régions traditionnelles commence de développer certains effets: une tendance sensible à l'affaiblissement de l'immigration des étrangers se dessine.

En ce qui concerne les mesures à prendre en faveur des chômeurs, le Conseil fédéral renvoie aux réponses qu'il donnera, par écrit tout d'abord puis, vraisemblablement à l'issue du débat de jeudi prochain devant votre conseil, oralement, aux interpellations urgentes des groupes socialiste, du PEV et du Parti écologiste, ainsi que de l'AdI. Le Conseil fédéral indiquera, lors de ce débat qui devrait se tenir, je le répète, jeudi prochain, le train de mesures qu'il entend adopter pour lutter contre le chômage en Suisse et pour trouver des réponses aux questions que se pose M. Keller Rudolf, en particulier.

Keller Rudolf: Trotz zunehmender Arbeitslosigkeit immer mehr Einwanderung! Sehen Sie wirklich keine konkreten Massnahmen für die arbeitslosen Einheimischen vor? Das ist das, was mich und sehr viele Leute im Volk bedrückt. Sollten diese Arbeitslosen nicht Priorität haben? Wir können doch nicht laufend Ausländer ins Land lassen und gleichzeitig arbeitslose Einheimische haben!

M. Delamuraz, conseiller fédéral: En réponse à votre question complémentaire, je voudrais dire deux choses.

La première, c'est qu'on ne peut répondre – passez-moi l'expression – en deux coups de cuiller à pot dans le cadre d'une réponse à une question urgente à des questions d'une telle importance et d'une telle portée humaine. Celles-ci exigent une approche, une nuance et une appréciation, d'autant plus nécessaires que la situation est nouvelle pour notre pays et qu'une trentaine d'années d'une autre vue ne nous ont pas préparés à des changements de cap non plus qu'à des réflexions sur ce thème. C'est la raison pour laquelle je vous dis que c'est dans le débat que votre conseil a voulu instituer sous la forme urgente jeudi après-midi, à la fin de cette troisième semaine de session, lorsque nous aurons à traiter des interpellations qui touchent à cette question essentielle que nous traiterons la réponse à un certain nombre de vos questions.

La deuxième est la suivante: je crois que le Conseil fédéral a déjà indiqué, dans les réflexions dont il vous a fait part il y a quinze jours et qui l'ont conduit à convoquer les états généraux de l'économie suisse le 2 novembre prochain – réunion où tous les partenaires sociaux seront invités à discuter de la situation économique en général et d'un certain nombre d'actions ciblées en particulier – sous quel éclairage il envisageait cette démarche. C'est pourquoi je récusé la remarque selon laquelle nous n'aurions rien dit de concret. Ce n'était pas possible de le dire dans le cadre trop restreint de la réponse à votre question, assurément, mais nous l'avons déjà dit et nous le répéterons encore, en sorte que votre curiosité, tout à fait légitime d'ailleurs, sera parfaitement satisfaite.

Frage 69:

Ruf. Einseitigkeit der «Informationskampagne» über den EWR

Campagne d'information du Conseil fédéral sur l'EEE. Partialité

In seiner Antwort vom 28. September 1992 auf die Motion 92.3290 (Informationskampagne des Bundesrates über den EWR. Berücksichtigung der Argumente der EWR-Gegner, Ruf), erklärt der Bundesrat folgendes:

«Die Auflage der Faktentreue, das Abwägen der Vor- und Nachteile einer Teilnahme der Schweiz am EWR und die Berücksichtigung der Argumente der Gegner ist im Nationalrat als Auflage für die Gewährung des Nachtragskredites I betreffend die Informationskampagne des Bundes festgelegt worden. Der Bundesrat hat diese Auflagen akzeptiert und wird sich daran halten.»

Wie kommt der Bundesrat zu dieser verwegenen Aussage angesichts der Tatsache, dass in den letzten Wochen eine Pro-EWR/EG-Kampagne auf Kosten der Steuerzahler gestartet worden ist, die in beispielloser Art nur wenig mit objektiver Information, statt dessen jedoch vielmehr mit undemokratischer Propaganda zu tun hat?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Monsieur Ruf, je suis très heureux de parler en direct avec vous, c'est un privilège dont j'apprécie toute la valeur et c'est la raison pour laquelle je ne me montrerai pas parcimonieux dans le renseignement et serai très complet dans ma réponse.

La campagne d'information sur l'Espace économique européen a commencé par exposer clairement les points de vue exprimés dans l'opinion publique suisse, et le Conseil fédéral, qui entend jouer cartes sur table pour que le 6 décembre prochain le peuple et les cantons puissent se prononcer en toute connaissance de cause, ne se limitera pas à une information unilatérale à vos yeux et évitera de surcroît les traquenards et les dérapages d'une information qui pourrait prendre l'allure d'une propagande unilatérale, il a le devoir constitutionnel de le faire.

Chargé par le Conseil fédéral de préparer cette campagne d'information, le Bureau de l'intégration a dès lors publié une série de documents qui exposent tous les arguments des partisans et des opposants à l'Espace économique européen. Je vous donne, Monsieur Ruf, quelques titres que je citerai entre autres: prise de position sur la politique d'intégration et les trois options Espace économique, Communauté, cavalier seul; l'Europe et la Suisse, la Suisse sans l'Europe; Espace économique européen – controverses et opinions. Cela me paraît secouer une franche hilarité de votre part, ce qui me réjouit: il est si rare que les publications du Conseil fédéral fassent rire, j'estime utile cette contribution à la santé publique, et à la vôtre en particulier.

Le Bureau de l'intégration a en outre organisé un double séminaire à l'intention des partis politiques suisses sur le thème de l'Espace économique européen. A cette occasion, tous les participants ont pu poser des questions et faire valoir leurs arguments. L'exposition itinérante CH-EURO mise sur pied par le même bureau fait également état, par des moyens grand public et notamment grâce à des moyens audiovisuels, des diverses opinions exprimées en Suisse. Dans le cadre de cette exposition, des forums sont régulièrement organisés sur divers thèmes liés à l'Europe, auxquels participent aussi bien des partisans que des opposants à l'Espace économique européen. Il convient de rappeler que le mandat d'information attribué au BI consiste également à présenter la position du Conseil fédéral en matière d'intégration européenne, qui est devenue la position du Parlement après les décisions qui ont été prises. Il est bien clair que dans cette information, où seront représentées notamment dans la brochure «Tous ménages» qui est en préparation pour le 6 décembre les opinions tant des adversaires que des partisans de l'Espace économique européen, seront illustrées les décisions que le Conseil fédéral a prises et que le Parlement est en train de prendre à cette session et qui recommandent le oui à l'Espace économique européen. Cela, nous le ferons, nous le préparons et nous le publierons au moment où tout le processus parlementaire sera achevé, c'est-à-dire à la fin de cette semaine, pas avant.

Ruf: Nach Ihren Ausführungen, Herr Bundesrat Delamuraz, muss ich mich schon fragen, ob es von diesen Publikationen nicht zwei Versionen gibt, eine objektive für den Bundesrat und andererseits eine subjektive, einseitige pro EWR für die Öffentlichkeit. Das Beispiel dieser Broschüre hier dient viel eher einer «maladie publique» als einer «santé publique», von der Sie gesprochen haben. Finden Sie nicht auch, schon der Titel «Die Schweiz ohne Europa» sei tendenziös, wie wenn die Schweiz im Falle eines Neins zum EWR auf einer einsamen Insel im Pazifik läge, als ob die Schweiz nicht bereits Mitglied der Efta wäre? Finden Sie es nicht tendenziös, wenn in dieser Broschüre für den Fall eines Beitritts z. B. die Folgen des freien Personenverkehrs in der Ausländerpolitik heruntergespielt werden und die Beschränkung der Volksrechte durch übergeordnetes EWR-Recht schlichtweg verschwiegen wird? Ist der Bundesrat bereit, im Abstimmungsbüchlein den EWR-Gegnern direkt das Wort zu geben? Und schliesslich: Beteiligt sich der Bund etwa auch noch in irgendeiner Weise, personell, finanziell oder infrastrukturell, am Pro-EWR-Jugendfest, das am 31. Oktober 1992 auf dem Bundesplatz durchgeführt werden soll, um mit Popgruppen und ähnlichem die an sich politisch wenig interessierte Jugend für einen EWR zu kaufen?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Si vous pensez que c'est la «maladie publique», Monsieur le Conseiller national, qui nous anime, vous avez la rougeole, parce que vous avez montré la page rouge et vous avez vu rouge!

Soyons sérieux. Il s'agit de représenter, dans cette information en général, le pour et le contre. On aurait fort bien pu imaginer que l'on exprimât d'une manière unilatérale l'avis du Conseil fédéral; après tout, c'est la politique que le Parlement a ratifiée qu'il a à présenter. Ce ne serait pas dans les moeurs démocratiques suisses. C'est la raison pour laquelle il a soumis l'autre opinion, en recourant aux arguments que les adversaires de l'Espace économique européen ont présentés dans la brochure «tous ménages» que nous envoyons chaque fois, avant

une votation fédérale. Cette fois-ci, cela sera fait comme d'habitude, sauf que la présentation du sujet en tant que telle est quantitativement importante, car il faut présenter – j'y ai tenu personnellement – l'entier de l'Accord sur l'Espace économique européen, et pas seulement des extraits. Cela donne en effet à cette brochure un certain volume. Dans les pages contenant les avis favorables et les avis opposés, une parfaite pondération qui est celle de l'équité sera faite, et à aucun moment vous ne sentirez une espèce de parti pris tendancieux – comme vous le prétendez – car cela ne serait pas conforme aux règles du jeu.

En revanche, dans la page faisant suite à cette présentation, le Conseil fédéral aura à présenter l'opinion retenue par le Parlement et la proposition demandant au peuple de voter oui à l'Espace économique européen. Naturellement, il précisera alors, en fonction de la présentation du pour et du contre, que la décision politique prise par le gouvernement et par le Parlement est une suite favorable à l'Espace économique européen. Vous ne pouvez pas attendre d'un gouvernement qui doit conduire, annoncer la couleur, faire une recommandation de vote qu'il s'émascule et se neutralise au point de ne pas indiquer où se trouvent son choix et sa détermination. S'il le faisait, le Conseil fédéral appliquerait son rôle et alors: bonjour les critiques! adressées à ce Conseil fédéral qui ne gouverne pas. Ce n'est pas ce que vous désirez. Vous vous attendez à ce que nous gouvernions, mal à votre sens. Cela vous permet de penser du mal de nous. Si nous ne disions rien, vous seriez condamnés au silence et, dans votre cas, ce serait tragique!

92.010

Landwirtschaftsgesetz. Aenderung (1. Teil) Loi sur l'agriculture. Modification (1ère partie)

Differenzen – Divergences

Siehe Seite 1067 hiervor – Voir page 1067 ci-devant
Beschluss des Ständerates vom 22. September 1992
Décision du Conseil des Etats du 22 septembre 1992

Art. 31a

Antrag der Kommission

Abs. 3 Bst. a, d, e, 3bis (neu)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 3 Bst. b

Mehrheit

b. legt für die Beitragsberechtigung eine Einkommensgrenze fest;

Minderheit I

(Hämmerle, Baumann, Bodenmann, Danuser, Ledergerber, Strahm Rudolf, Thür, Wiederkehr)

Festhalten

Minderheit II

(Gros Jean-Michel, Binder, Gobet, Perey, Theubet)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 31a

Proposition de la commission

Al. 3 let. a, d, e, 3bis (nouveau)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 3 let. b

Majorité

b. Détermine, pour le droit à la contribution, une limite de revenu;

Fragestunde

Heure des questions

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1992
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	11
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	05.10.1992 - 14:30
Date	
Data	
Seite	1933-1942
Page	
Pagina	
Ref. No	20 021 627

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.